

A PARTIR D'AUJOURD'HUI

Grève illimitée des paramédicaux

Le Syndicat algérien des paramédicaux maintient la pression sur les pouvoirs publics et entame, aujourd'hui, un large mouvement de protestation.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - Les services hospitaliers du pays risquent d'être paralysés car le personnel paramédical entame, à partir d'aujourd'hui, une grève nationale illimitée à laquelle a appelé le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP). Seul le service minimum sera assuré. Une nouvelle fois, le conseil national du syndicat décide de recourir à la protestation pour faire entendre sa voix et faire aboutir les revendications socioprofessionnelles des paramédicaux formulées depuis quelque temps, «vu la légèreté et les dérives injustifiées de la tutel-

le à prendre en charge nos revendications, allant jusqu'à orchestrer une campagne médiatique de dénigrement, portant atteinte à la dignité de la corporation paramédicale», explique le Syndicat dans un communiqué adressé, hier, à notre rédaction.

Ce n'est pas la première fois que le SAP proteste. Le 18 novembre dernier, il avait reporté sa grève d'une journée après la réunion de ses représentants avec des responsables du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Fin janvier, il décide d'entamer une grève de trois jours (25, 26 et 27)

suivie d'une grève illimitée à partir du dimanche 31 janvier. Début février, les paramédicaux tiennent un rassemblement à l'intérieur de l'hôpital Mustapha-Pacha (Alger) pour exprimer leur marasme d'une situation qui semble perdurer puisque la position de la tutelle n'a pas changé pas. «Nous avons mare des promesses. Nous voulons du concret», avaient-ils scandé, en interpellant le président de la République.

Auparavant, le Syndicat algérien des paramédicaux a déclaré que «la fuite en avant de la tutelle envers les paramédicaux dénote de son incapacité à affronter la réalité tenace du terrain et ne fait qu'alimenter davantage le pourrissement du sec-

teur». Promulguer le statut particulier, instaurer le système LMD catégorie A échelle 11 et rendre effective les décisions de réinté-

gration des cadres syndicaux suspendus sont les principales revendications dudit syndicat.

I. B.

La justice déclare la grève illégale

La grève illimitée que le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) compte entamer à partir d'aujourd'hui a été déclarée «illé-gale» par le tribunal d'Alger.

C'est ce qu'a déclaré, hier, le ministre de la Santé. Selon ce dernier, les revendications socioprofessionnelles de cette corporation ont été satisfaites dans leur ensemble.

L'appel au débrayage est donc injustifié, selon Ould-Abbès, qui rappelle que le nouveau projet du statut des paramédicaux, avec le système LMD et la catégorie 11, a été déposé officiellement au niveau de la Fonction publique.

S. A.

BÉJAÏA

Effervescence dans la ville

A J-5 du rendez-vous de la grande manifestation de contestation qui aura lieu dans la capitale et à laquelle ont appelé plusieurs forces démocratiques, la rue ne cesse de gronder et l'effet d'un éventuel soulèvement à la tunisienne ou bien à l'égyptienne alimente au quotidien l'essentiel des discussions des citoyens de Béjaïa.

Les quartiers généraux des partis politiques activant dans cette région sont en ébullition et les préparatifs vont bon train pour l'occasion. «Les luttes pacifiques se poursuivront, et inéluctablement, le système s'effondrera.» Tel est le leitmotiv du FFS, qui a appelé la population à rejoindre massivement la marche du 12 février.

«Ce qui devait arriver arriva. Las, désabusés, humiliés, trom-

pés, les jeunes ont investi la rue, le seul lieu d'expression qu'ils peuvent occuper. Ils ont crié leur ras-le-bol et leur rage de vivre dans le bonheur.» «On a manifesté non pas pour dénoncer la hausse des prix du sucre et de l'huile, comme l'on a tenté de le faire croire, mais pour revendiquer la justice sociale, la dignité humaine, pour dénoncer la corruption. En fait, pour exiger la démocratie dans toutes ses

dimensions. Le pouvoir, craignant des manifestations de rue qui s'inscriraient dans la durée, tel un prestidigitateur qui sort de son chapeau tous ses supporters zélés, a réactivé tous ses réseaux dormants pour casser la dynamique de changement qui risque d'aboutir», ajoutent les partisans d'Aït Ahmed.

Le FFS ajoute dans sa déclaration que, en effet, en spécialistes de la manipulation des foules, les relais du pouvoir infiltrent les masses de manifestants de «casseurs», qui ont la charge d'orienter les jeunes vers le sacage d'établissements tant publics que privés. L'excuse est alors toute trouvée pour mettre à exécution une répression féroce sur les jeunes manifestants, et on finira par neutraliser ce qu'on qualifiera d'émeutes de jeunes délinquants. La fédération de Béjaïa n'y est pas allée avec le

dos de la cuillère pour fustiger le nouveau wali qui, «visiblement instruit par le sérail, fait semblant de vouloir jouer à l'apaisement en faisant appel aux parlementaires et aux représentants de la société civile pour leur demander de jouer aux pompiers et d'éteindre le brasier qui risquait de tout emporter».

Ne s'arrêtant pas là, estiment les partisans du FFS, et hasard de calendrier, le wali Touhami Ahmed Hamou a convoqué un conseil de wilaya élargi à toutes les franges, pour exposer les grandes lignes du plan quinquennal, dans la wilaya de Béjaïa, mais aussi et surtout pour donner le bilan des dégâts causés par «les voyous».

Au cours de ce conseil, organisé à la maison de la culture, une fois n'est pas coutume, un déluge de milliards s'est abattu sur l'assistance, comme pour

prouver que la Wilaya n'était nullement marginalisée. Emporté par le flot des chiffres, le wali a hurlé au secours en portant le discrédit sur les élus qu'il accuse, sans vergogne, de tous les maux.

De son côté, le RCD local a rendu publique une déclaration dans laquelle il accuse l'un de ses ex-responsables, Djamel Ferdjellah, d'être un véritable «nervi» de Zerhouni. Celui-ci serait à l'origine de l'arrachage d'affiches du parti du D' Saïd Sadi. L'ex-numéro deux du RCD est accusé en ce jour du 6 février 2011 de s'être présenté au siège du parti accompagné d'un délinquant pour «insulter, menacer et intimider le permanencier», et s'est mis à déchirer les affiches appelant à la marche citoyenne du 12 février.

Kamel Gaci

EL-TARF

Un tsunami populaire en perspective

Il y avait foule devant le siège de Wilaya, hier, lundi. En effet, c'était un patchwork de toutes les franges de la société. Universitaires au chômage, de distributeurs de lait avec leur fourgons frigorifiques, agriculteurs à la recherche d'un hypothétique soutien de l'Etat et bénéficiaires de logements ruraux dont les dossiers restent gelés se sont rassemblés devant le siège de Wilaya d'El-Tarf pour faire valoir leurs droits élémentaires.

De ce fait, plusieurs centaines d'universitaires protestataires ont réclamé un emploi stable avec un salaire digne. Ils ont dénoncé la bureaucratie ambiante et la fuite en avant des responsables locaux devant la nécessité d'une prise en charge de leurs doléances. Ils ont, aussi, mis à nu les défaillances des différents mécanismes d'emploi instaurés par l'Etat. Les distributeurs de lait, pour leur part, ont dans une

pétition remise aux autorités, dont une copie nous a été adressée, expliqué le non-sens de la réduction de 50% de la quantité de lait en poudre octroyée par l'Office national du lait à la laiterie de Besbes. Une situation qui s'est répercutée directement sur leur rendement, qui a régressé de 50% du fait du nouveau quota de distribution. Ce qui a engendré la mise en berne partielle de leur matériel, soit 22 camions frigorifiques. Cette amputation du quota de poudre de lait a, par ailleurs, lésé plusieurs consommateurs habitant les coins reculés de la wilaya.

Quant aux agriculteurs qui ont fait le pied de grue, ils ont confié que les autorités locales les ont tout bonnement exclus des différents fonds de soutien sans motif valable. «Il y a anguille sous roche dans la prise en charge du dossier agriculture. Il y a une mainmise de certains barons locaux sur le dossier de

l'agriculture avec des desseins inavoués», selon nos interlocuteurs.

En ce qui concerne le logement rural, les protestataires n'arrivent pas à comprendre le pourquoi du gel de leurs aides, alors que les autorités ont usé de tous les moyens d'information et de sensibilisation, en particulier la radio locale, pour demander aux familles dans le besoin de choisir cette formule.

Ainsi, ce sont pas moins de 3 000 aides qui sont gelées, alors que les besoins en logements de la population sont de l'ordre de 12 000 unités. La Wilaya d'El-Tarf était en ébullition hier et un tsunami populaire est en perspective alors que les autorités locales adoptent pour l'instant la politique de l'autruche, les attentes et espérances de la population pour une prise effective et rapide de leurs doléances étant reléguées aux calendes grecques ou plutôt jetées aux oubliettes.

Daoud Allam

SIDI-BEL-ABBÈS

La «navette» des grévistes

Six parmi les 13 grévistes de la faim de la ferme pilote Si Rabah, dans la commune de Sidi-Bel-Abbès, se rendent depuis quelques jours au CHU Hassani Abdelkader pour une prise en charge médicale, à cause de leur état de santé déjà éprouvé par des maladies chroniques (asthme, etc.)

Pour rappel, dans la journée du mercredi 2 février dernier, ces 13 ex-ouvriers contractuels ayant exercé au niveau de la ferme Si Rabah ont entamé une grève de la faim pour protester contre la rupture de leur contrat en 2008 et sa non-reconduite depuis, malgré leurs multiples requêtes. Par ce mouvement, les grévistes tentent d'interpeller les services concernés au sujet de leur réintégration que le responsable de ladite ferme refuse, selon eux, d'exécuter, malgré la décision qui lui a été notifiée. Les grévistes indiquent qu'après deux ans de combat pour réintégrer leurs postes, le 28 janvier dernier, le directeur de la société mère Saek-Ouest, le secrétaire de l'UGTA, un inspecteur du travail et les représentants des ouvriers se sont réunis pour débattre du sujet. A l'issue de cette réunion, un procès-verbal a été dressé, lequel stipulait, d'après eux, la réintégration des travailleurs. Mais indiquent les grévistes, le responsable n'a signé la réintégration que de sept travailleurs et pour une période de deux mois seulement. Ces derniers soulignent qu'ils ont refusé cette réintégration et se sont joints à leurs collègues pour entamer la grève de la faim sachant que travailler durant deux mois seulement ne résoudrait en aucun cas leur problème.

L'on vient d'apprendre que le gérant de la ferme a été muté en début de semaine et a été remplacé par un autre qui, pour l'instant, ne s'est pas prononcé sur le cas des grévistes.

A. M.